



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

ACCORDANT UN REPORT D'ECHEANCE A TITRE DEROGATOIRE POUR LA REGULARISATION DU BARRAGE D'ECKWERSHEIM EN AMENAGEMENT HYDRAULIQUE PAR LA PROCÉDURE SIMPLIFIÉE

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU** la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du conseil du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-1 et suivants, R.214-1 et suivants ainsi que les articles R.562-18 à R.562-20 ;
- VU** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- VU** la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations ;
- VU** le décret n° 2012-509 du 18 avril 2012 pris en application de l'article 59-1 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;
- VU** le décret n° 2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations ;
- VU** le décret n° 2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet ;

- VU** l'arrêté ministériel du 7 avril 2017 modifié précisant le plan de l'étude de dangers des systèmes d'endiguement et des autres ouvrages conçus ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions ;
- VU** l'arrêté du Préfet Coordonnateur de Bassin en date du 18 mars 2022 portant approbation Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse ;
- VU** le plan de gestion des risques inondation (PGRI) du bassin Rhin-Meuse approuvé le 21 mars 2022 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2012 portant autorisation de réalisation des travaux de renaturation du Muehlbach, de la création d'un barrage écrêteur des crues du Muehlbach et de la destruction du barrage existant sur le ban de la commune d'ECKWERSHEIM ;
- VU** le courrier daté du 30 décembre 2021 accordant, sur demande de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS), un report d'échéance jusqu'au 30 juin 2023 pour le dépôt du dossier de régularisation de l'aménagement hydraulique d'ECKWERSHEIM ;
- VU** la demande motivée de l'EMS, datée du 12 juin 2023, visant à obtenir une prolongation de 9 mois pour le dépôt du dossier de régularisation de l'aménagement hydraulique d'ECKWERSHEIM ;
- VU** les observations du demandeur sur le projet du présent arrêté en date du 30 juin 2023 ;
- VU** l'avis du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires daté du 29 juin 2023 ;

CONSIDERANT que les aménagements hydrauliques relèvent de la matière « Environnement, agriculture, forêt » visée à l'article 1 du décret n°2020-412 du 8 avril 2020 ;

CONSIDERANT que la prévention contre les inondations est une compétence permettant d'assurer la protection des biens et des personnes et rentre de ce fait dans le champ de l'intérêt général ;

CONSIDERANT que le barrage écrêteur des crues du Muehlbach existant sur le ban de la commune d'ECKWERSHEIM est autorisé par l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2012 ;

CONSIDERANT que le barrage d'ECKWERSHEIM est autorisable en tant qu'aménagement hydraulique, celui-ci présentant un volume disponible pour l'écrêtement des crues supérieur à 50000 m³ ;

CONSIDERANT que la régularisation du barrage d'ECKWERSHEIM en aménagement hydraulique ne nécessite ni de travaux de construction d'ouvrages neufs ni de modifications substantielles, au sens du I de l'article R. 181-46, d'ouvrages existants ;

CONSIDERANT que l'ouvrage répond aux critères permettant de bénéficier de la procédure simplifiée de régularisation en aménagement hydraulique, prévue par l'article R.562-19 II du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'en l'absence de régularisation de l'aménagement hydraulique d'ECKWERSHEIM, celui-ci ne constitue plus un ouvrage de prévention contre les inondations et n'est donc plus géré comme tel ;

CONSIDERANT que le dossier de régularisation de l'aménagement hydraulique d'ECKWERSHEIM, et notamment l'étude de dangers, est en cours de finalisation ;

CONSIDERANT que l'ouvrage constituant l'aménagement hydraulique d'ECKWERSHEIM fait d'ores et déjà l'objet d'un entretien et d'une surveillance et que celui-ci est maintenu jusqu'à délivrance de l'autorisation préfectorale actant la régularisation l'aménagement hydraulique d'ECKWERSHEIM ;

CONSIDERANT que l'EMS s'engage à déposer le dossier de régularisation de l'aménagement hydraulique d'ECKWERSHEIM dans un délai de 9 mois à compter du 30 juin 2023 ;

CONSIDERANT que le délai de 9 mois pour finaliser et déposer le dossier de régularisation l'aménagement hydraulique d'ECKWERSHEIM ne remet pas en cause la sécurité des ouvrages, et donc des biens et des personnes, dans la mesure où le suivi et la gestion des ouvrages restent assurés par le gestionnaire, y compris après la date du 30 juin 2023 ;

Sur proposition du directeur départemental des territoire du Bas-Rhin ;

ARRETE

ARTICLE 1 - BÉNÉFICIAIRE DE LA DÉROGATION

L'Eurometropole de Strasbourg (EMS), représentée par sa présidente, est bénéficiaire de la dérogation définie à l'article 2, sous-réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA DÉROGATION

Une dérogation de 9 mois est accordée à l'EMS à compter du 30 juin 2023, pour procéder à la finalisation du dossier de régularisation de l'aménagement hydraulique d'ECKWERSHEIM, soit jusqu'au 1^{er} mars 2024.

ARTICLE 3 - PUBLICATION

Le présent arrêté est notifié au bénéficiaire de la présente autorisation.

Une copie du présent arrêté est déposé en mairie d'ECKWERSHEIM pour y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie d'ECKWERSHEIM pendant un délai minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires.

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est inséré pendant une durée minimale de quatre mois sur le site Internet de la préfecture du Bas-Rhin.

ARTICLE 4 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux dispositions des articles R.181-50 et suivants du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg (par courrier adressé au 31, avenue de la Paix, BP 51 038, 67 070 STRASBOURG Cedex ou via l'application télécours <https://telerecours.fr>):

- 1^o par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de 2 mois à compter du jour où elle leur a été notifiée ;
- 2^o par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) son affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° du R.181-44 ;

b) sa publication sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux (auprès du préfet) ou hiérarchique (auprès du ministre) dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de 2 mois les délais mentionnés aux 1° et 2°. La décision de rejet, expresse ou tacite – née du silence de l'autorité administrative à l'issue du délai de 2 mois à compter de la réception du recours gracieux ou hiérarchique – peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre la présente décision, l'autorité administrative compétente en informe le pétitionnaire pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L.411-6 et L.122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

À compter de la mise en service du projet autorisé, les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

Le préfet dispose d'un délai de 2 mois à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative. La décision expresse ou tacite – née du silence de l'autorité administrative à l'issue du délai de 2 mois à compter de la réception de la réclamation – peut faire l'objet soit directement d'un recours auprès du tribunal administratif dans les 2 mois qui suivent cette décision, soit, préalablement, peut faire l'objet d'un recours hiérarchique (auprès du ministre chargé de l'environnement) dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif proroge de 2 mois le délai de recours contentieux. La décision de rejet, expresse ou tacite – née du silence de l'autorité administrative à l'issue du délai de 2 mois à compter de la réception du recours hiérarchique – peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans le délai de 2 mois.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 - EXÉCUTION

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est,

Monsieur le directeur départemental des territoires du Bas-Rhin,

Madame la présidente de l'EMS,

Monsieur le Maire d'ECKWERSHEIM,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

STRASBOURG, le

20 SEP. 2023

La Préfète,

Josiane CHEVALIER